

AI Index: PRE 01/024/2008  
22 January 2008

## **Bangladesh. La grâce accordée aux enseignants reste insuffisante**

Amnesty International se félicite de la grâce accordée à trois professeurs d'université de Dacca qui ont recouvré la liberté, mais maintient qu'ils n'auraient jamais dû être inculpés en premier lieu.

Amnesty International considérait les assistants de l'université de Dacca comme des prisonniers d'opinion et appelait à leur remise en liberté immédiate et inconditionnelle. Les professeurs étaient détenus sans possibilité de caution depuis août dernier pour incitation à la violence.

*« Les professeurs des universités de Rajshahi et de Dacca n'auraient en premier lieu jamais dû être inculpés, a déclaré Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International.*

*« L'arrestation des professeurs des universités de Rajshahi et de Dacca et les poursuites engagées contre eux illustrent bien les possibles dérives des dispositions d'urgence lorsque le droit de manifester pacifiquement est en cause.*

*« Les restrictions imposées en vertu des Mesures de compétence en cas d'urgence [Emergency Powers Rules, EPR] excèdent les limites autorisées par le droit international. Les règles actuelles et les restrictions à la liberté d'expression, de réunion et d'association englobent trop de choses et sont appliquées de façon trop sélective. »*

Amnesty International appelle le gouvernement de transition à revoir et modifier de toute urgence les restrictions apportées à la liberté d'expression, de réunion et d'association au titre de l'état d'urgence.

Pour plus d'informations, voir [Bangladesh. Les droits humains sous état d'urgence depuis un an.](#)